

**Régie du bâtiment du Québec**

---

---

**Étude des crédits**

**2016-2017**

---

---

**Demande de renseignements généraux  
de l'Opposition**

---

---

**Régie du bâtiment du Québec**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**Demandes de renseignements généraux de l'opposition**

---

# **TABLE DES MATIÈRES**

---

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :
  - a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
  
2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016:
  - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - b) les coûts ventilés ;
  - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
  - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
  
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
  
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.): Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :
  - a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
  - b) le but visé par chaque dépense;
  - c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe;
  - d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
  - e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
  - f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
  - g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;

**Régie du bâtiment du Québec**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**Demandes de renseignements généraux de l'opposition**

---

# **TABLE DES MATIÈRES**

---

- h) le but visé par chaque dépense;
  - i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
5. La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme :
- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
  - b) le but recherché par chaque dépense;
  - c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par un professionnel ou une firme externe :
  - d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
  - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
  - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
  - h) le but visé par chaque dépense;
  - i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6. La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
  - b) le but visé par chaque dépense;
  - c) la nature de la formation;
  - d) les personnes concernées.
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant:
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
  - d) la date d'octroi du contrat;
  - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
  - f) l'échéancier;
  - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant:
    - a) les noms du professionnel ou de la firme;
    - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
    - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
    - d) la date d'octroi du contrat;
    - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
    - f) l'échéancier;
    - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.
- a) le nombre d'autorisations;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;

**Régie du bâtiment du Québec**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**Demandes de renseignements généraux de l'opposition**

---

# **TABLE DES MATIÈRES**

---

- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - d) le montant accordé;
  - e) les motifs de la demande;
  - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
  - b) la grille d'évaluation des soumissions;
  - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
  - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
  - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le coût;
  - d) l'échéancier;
  - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016:
- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;

**Régie du bâtiment du Québec**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**Demandes de renseignements généraux de l'opposition**

---

# **TABLE DES MATIÈRES**

---

- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :  
- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:
- a) la photocopie;
  - b) le mobilier de bureau;
  - c) l'ameublement;
  - d) la décoration et l'embellissement;
  - e) le distributeur d'eau de source;
  - f) le remboursement des frais de transport;
  - g) le remboursement des frais d'hébergement;
  - h) le remboursement des frais de repas;
  - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
  - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
    - I. a) au Québec;
    - II. b) à l'extérieur du Québec.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
  - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
  - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
  - d) les coûts d'acquisition des appareils;
  - e) le coût d'utilisation des appareils;
  - f) le coût des contrats téléphoniques;
  - g) les noms des fournisseurs;
  - h) le nombre de minutes utilisées;
  - i) les ordinateurs portables;
  - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
  - k) le coût des frais d'itinérance;
  - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
- 15.
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
  - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des

**Régie du bâtiment du Québec**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**Demandes de renseignements généraux de l'opposition**

#

**TABLE DES MATIÈRES**

- communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);  
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

**Régie du bâtiment du Québec**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**Demandes de renseignements généraux de l'opposition**

---

# **TABLE DES MATIÈRES**

---

- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
  - m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
  - n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
  - o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
  - p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- 16.
- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
  - b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
  - c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.
  - d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
  - b) la superficie totale pour chaque local loué;
  - c) la superficie totale réellement occupée;
  - d) la superficie inoccupée;
  - e) le coût de location au mètre carré;
  - f) le coût total de ladite location;
  - g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - h) la durée du bail;
  - i) le propriétaire de l'espace loué;
  - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;

**Régie du bâtiment du Québec**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**Demandes de renseignements généraux de l'opposition**

---

# **TABLE DES MATIÈRES**

---

- b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description de tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
  - j) le nombre total d'employés au cabinet;
  - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
  - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*
20. Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;
  - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
  - b) le salaire;
  - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
  - d) la date de la mise en disponibilité;
  - e) les prévisions pour 2016-2017.
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);



**Régie du bâtiment du Québec**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**Demandes de renseignements généraux de l'opposition**

---

# **TABLE DES MATIÈRES**

---

- b) prévisions pour 2016-2017;
  - c) par catégorie d'âge.
24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale;
  - e) l'assignation actuelle;
  - f) la date de l'assignation hors structure;
  - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :
- a) le coût de chacun;
  - b) le fournisseur;
  - c) la nature du service;
- Ventiler le montant total par catégories.
26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
  - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site.
28. Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
- a) la liste;
  - b) le nom de la personne;
  - c) les mandats de chacune de ces personnes;
  - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
  - e) le résultat du travail effectué;
  - f) les échéances prévues;
  - g) les sommes impliquées.
29. Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016:
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;

**Régie du bâtiment du Québec**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**Demandes de renseignements généraux de l'opposition**

---

# **TABLE DES MATIÈRES**

---

- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
31. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
  - b) le nombre de ressources affectées;
  - c) le nombre de rencontres;
  - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
  - e) l'objet;
  - f) les dates.
32. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
33. La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
34. Le détail des crédits périmés et reportés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.
35. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.
36. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.
37. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
39. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

**Régie du bâtiment du Québec**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**Demandes de renseignements généraux de l'opposition**

| #   | TABLE DES MATIÈRES   |
|-----|--|
| 40. | Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.  |
| 41. | Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :<br>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;<br>b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme. |
| 42. | Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :<br>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;<br>b) fournir la liste des salaires versés  |
| 43. | La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.  |
| 44. | Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.   |
| 45. | Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.             |
| 46. | Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.  |
| 47. | Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.  |
| 48. | Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.   |
| 49. | Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.   |
| 50. | Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.   |
| 51. | Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.   |
| 52. | Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.   |
| 53. | Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.  |

**Régie du bâtiment du Québec**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**Demandes de renseignements généraux de l'opposition**

| #   | TABLE DES MATIÈRES   |
|-----|--|
| 54. | Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.   |
| 55. | <p>Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</p> <p>Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) le nombre d'autorisations;</li><li>b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);</li><li>c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;</li><li>d) le montant accordé;</li><li>e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;</li><li>f) les motifs de la demande;</li><li>g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.</li></ul> <p>Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.</p> |
| 56. | <p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) la dépense totale (opération et capital);</li><li>b) les grands dossiers en cours;</li><li>c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;</li><li>d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.</li></ul>   |
| 57. | <ul style="list-style-type: none"><li>a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.</li><li>b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.</li></ul>   |
| 58. | Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.   |
| 59. | <p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;</li></ul>   |

**Régie du bâtiment du Québec**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**Demandes de renseignements généraux de l'opposition**

---

# **TABLE DES MATIÈRES**

---

- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
  - c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
  - d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.
- Fournir les prévisions pour 2016-2017.
60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
  - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
  - c) les coûts reliés à sa réalisation;
  - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.
- Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
  - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
  - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

# *Régie du bâtiment du Québec*

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-01

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016:

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Le détail des déplacements hors Québec est présenté dans le tableau ci-annexé.

**RG01 Annexe - Dépenses hors Québec pour 2015-2016**

| Objet de déplacement   | Endroit(s) visité(s)            | Date et durée du voyage       | Commentaires  | Total des coûts réels (au 31 mars 2016) |
|--|---------------------------------|-------------------------------|---|---|
| Rencontre avec la CCSN (Commission canadienne de sûreté nucléaire) et les AIA (Agences d'inspection autorisées). La RBQ, TSSA (Technical Standards and Safety Authority) et NP-DPS.  | Ottawa, Ontario                 | 7 au 9 avril 2015             |   | 454,20 \$                               |
| Participation au Comité CSA B335/B613 sur les appareils élévateurs pour personnes handicapées afin d'étudier et élaborer des propositions de révisions.  | Vancouver, Colombie-Britannique | 14 au 17 avril 2015           | Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation   | 1 587,07 \$                             |
| Participation en tant que membre volant à la réunion annuelle du « ULC Advisory Council ».   | Scarborough, Ontario            | 21 au 22 avril 2015           | ULC assume 100% des frais.<br>ULC réserve et paye directement l'hébergement et l'avion.<br>Les repas et taxi sont couverts 94,64\$<br>La RBQ a remboursé l'indemnité forfaitaire de 18.40\$ X 2 lrs | 36,80 \$                                |
| 84e rencontre générale des membres et du comité consultatif du National Board. La RBQ est membre de ce comité à titre de représentante d'organisme de la réglementation de la province, et ce, pour les appareils sous pression.<br>Réunion du National Public Safety Advisory Committee (NPSAC). Réunion du comité consultatif de CSA sur la politique des codes (CSA-CPAC) | Colorado Springs, Colorado, É-U | 25 avril au 1er mai 2015      | Aucun coût de fonctionnement pour la RBQ.   | -                                       |
| Réunions de l'ICAC et des comités techniques CSA B19.1, 2 et 3.  | Winnipeg, Manitoba              | 24 au 28 mai 2015             |   | 1 816,52 \$                             |
| Participation à la réunion du Comité consultatif des provinces et territoires sur les politiques des codes (PTPACC)  | Niagara Falls, Ontario          | 7 au 12 juin 2015             | Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation   | 1 556,03 \$                             |
| Participation à la réunion du Comité consultatif des provinces et territoires sur les politiques des codes (PTPACC)  | Régina, Saskatchewan            | 7 au 10 juin 2015             |   | 1 781,13 \$                             |
| Participation à la réunion du comité CSA Z987C sur les remontées mécaniques.   | Whistler, Colombie-Britannique  | 8 au 11 juin 2015             | Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation   | 2 080,46 \$                             |
| Réunions des comités relatives aux installations électriques et assemblée générale annuelle de CSA   | Niagara Falls, Ontario          | 13 au 20 juin 2015            | Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation   | 2 644,43 \$                             |
| Réunion des comités des normes CSA B45 et B125.  | Niagara Falls, Ontario          | 16 au 19 juin 2015            | Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation   | 1 698,45 \$                             |
| Participation au comité sur les normes N285A TC sur les appareils sous pression.   | Niagara Falls, Ontario          | 18 et 19 juin 2015            |   | 723,61 \$                               |
| Réunion annuelle du CRCP (Canadian regulatory committee on plumbing) qui regroupe les représentants de toutes les provinces et tous les territoires dans le domaine de la plomberie ainsi que du CAVP (Canadian Advisory committee on plumbing)  | Vancouver, Colombie-Britannique | 17 et 18 août 2015            | Les frais seront remboursés à 100% par l'ICPC.  | -                                       |
| Rencontre annuelle du ACI (Association des chefs inspecteurs en appareils sous pression).  | Banff, Alberta                  | 16 au 20 août 2015            |   | 2 300,01 \$                             |
| Participation au comité technique CSA B51, CSA B52   | Banff, Alberta                  | 18 au 21 août 2015            | Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation   | 1 976,75 \$                             |
| Participation de deux ingénieurs à la session de formation pour l'obtention de la qualification N de la National Board Training Course on Boiler & Pressure Vessel Inspection  | Colombus, Ohio, É-U             | 23 au 29 août 2015            |   | 4 380,20 \$                             |
| Participation à une réunion du comité technique du Code canadien d'installation de l'hydrogène.  | Brampton, Ontario               | 15-16 septembre 2015          |   | 862,73 \$                               |
| Participation à la réunion du Comité national CSA Z276-15 «Gaz naturel liquéfié, production, stockage et manutention».   | Calgary, Alberta                | 21-23 septembre 2015          | Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation   | 1 636,57 \$                             |
| Participation aux réunions annuelles de l'APCEI, de l'ACED, du comité CSA B44, du comité ASME A17.1 et A18.1.  | Vancouver, Colombie-Britannique | 4 au 8 octobre 2015           | Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation   | 1 995,21 \$                             |
| Rencontre des chefs techniques (National Board and Advisory Committee Members)   | Colombus, Ohio, É-U             | 5 au 8 octobre 2015           | Aucun coût de fonctionnement pour la RBQ.   | -                                       |
| Rencontre du AIAS et du Conformity Assessment Staff (ASME).  | New York, É-U                   | 13 et 14 octobre 2015         |   | 963,57 \$                               |
| Participation aux rencontres du comité CSA Z267 (Jeux et manèges)  | San Diego, Californie, É-U      | 14 au 17 octobre 2015         | Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation   | 2 274,64 \$                             |
| Participation à la réunion biannuelle du comité technique de la norme CSA B139-Code d'installation des appareils de combustion au mazout.  | Rexdale, Ontario                | 14 et 15 octobre 2015         | Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation   | 946,57 \$                               |
| Participation à la réunion du comité CSA B335/B613 sur les appareils élévateurs pour personnes handicapées.  | Toronto, Ontario                | 28 et 29 octobre 2015         | Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation   | 1 001,33 \$                             |
| Participation au Forum franco-québécois bois&forêt organisé par la Fédération nationale des Communes forestières (FNCOFOR), en collaboration avec le MFFP et leurs partenaires.  | Paris, France                   | 31 octobre au 5 novembre 2015 | Les frais de logements sont en Euros.   | 3 678,42 \$                             |
| Réunion du National Public Safety Advisory Committee (NPSAC). Réunion du comité consultatif de CSA sur la politique des codes (CSA-CPAC)   | St-Jean, Nouveau-Brunswick      | 1er au 4 novembre 2015        | Hébergement 324,44\$<br>Le frais de dépenses n'est pas complété dans Sagir  | 324,44 \$                               |
| Participation à la formation de NAESA-International, organisée en collaboration avec la TSSA.  | Toronto, Ontario                | 2 au 4 novembre 2015          | DEPLACEMENT ANNULÉ  | -                                       |
| Participation à l'atelier de travail organisé par TSSA sur l'allocation et la répartition des ressources en fonction des risques pour les agences gouvernementales de réglementation et de surveillance.   | Toronto, Ontario                | 10 au 12 novembre 2015        | Frais d'avion : 338,25 \$<br>Le frais de dépenses n'est pas complété dans Sagir   | 962,99 \$                               |
| Participation à une formation de la TSSA.  | Toronto, Ontario                | 10 au 12 novembre 2015        | Frais d'avion : 338,25 \$<br>Le frais de dépenses n'est pas complété dans Sagir   | 338,25 \$                               |

**RG01 Annexe - Dépenses hors Québec pour 2015-2016**

| Objet du déplacement  | Endroit(s) visité(s)              | Date et durée du voyage      | Commentaires  | Total des coûts réels (au 31 mars 2016) |
|---|-----------------------------------|------------------------------|---|---|
| Participation à la réunion du Comité technique canadien de la norme CSA Z-662-15 «Réseaux de canalisation de pétrole et de gaz».  | Victoria, Colombie-Britannique    | 24 au 27 novembre 2015       | Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation | 1 929,81 \$                             |
| Participation à la rencontre de démarrage sur l'élaboration d'une ligne directrice nationale sur la gestion des risques d'atteinte à l'intérêt public dans un contexte de réglementation. | Ottawa, Ontario                   | 9 décembre 2015              |   | 369,56 \$                               |
| Session de formation pour l'obtention de la qualification N par la National Board Training Course on Boiler & Pressure Vessel Inspection.   | Columbus, Ohio, É-U               | 10 au 17 janvier 2016        | Session de formation pour l'obtention de la qualification N par le National Board             | 2 450,37 \$                             |
| Participation aux rencontres du comité d'harmonisation F24.80 et du groupe de travail canadien suite à l'abrogation de la norme CSA Z267 Jeux et manèges                                  | Nouvelles Orléans, Louisiane, É-U | 10 au 13 février 2016        | DÉPLACEMENT ANNULÉ  | - \$                                    |
| le rencontre du comité permanent en efficacité énergétique  | Ottawa, Ontario                   | 31 janvier au 3 février 2016 | Frais assumés par le CNRC   | - \$                                    |
| le rencontre du comité permanent en efficacité énergétique  | Ottawa, Ontario                   | 31 janvier au 3 février 2016 | Frais assumés par le CNRC   | - \$                                    |
| Ces coûts incluent les taxes sur les billets d'avion  |                                   |                              |   |   |

**Total des coûts réels : 42 770,12 \$**

Le total des coûts réels a déjà été déduit de 50 % lorsque qu'il est indiqué que l'Association canadienne de normalisation assume 50 % des frais de participation



*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-02**

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés ;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

**Objet du déplacement** : Mesures sur la construction de bâtiments en bois de grande hauteur conférence de presse en présence du Premier ministre et du ministre du MTESS.

- a) Itinéraire : Québec – Dolbeau - Québec  
Date du départ/retour : le 17 août 2016
- b) Coûts : **2 368,69 \$**  
Frais de transport : 2 333,39\$ (avion et taxi)  
Allocation forfaitaire : 0\$  
Frais d'hébergement : 0 \$  
Frais de repas : 35,30 \$
- d) Stéphane Labrie, président-directeur général et Lise Veilleux, conseillère technique

L'information fournie à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)*.

# Régie du bâtiment du Québec

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)*.

#### **g) Le coût total et ventilé pour les communiqués de presse :**

| Communiqués de presse pour l'année 2015-2016 |   |                          |
|--|---|--------------------------|
| DATE   | SUJET   | COÛT                     |
| 24 mai 2015                                  | Code de construction – publication du règlement   | 13,96 \$                 |
| 24 juin 2015                                 | Accident mortel sur un chantier : la RBQ annule la licence de S. Fournier excavation inc.             | 13,96 \$                 |
| 17 août 2015                                 | Invitation aux médias – Construction en bois de grande hauteur  | 39,88 \$                 |
| 28 septembre 2015                            | Pas de licence, pas de facture, pas de recours  | 42,92 \$                 |
| 17 novembre 2015                             | Consultation pour améliorer la qualité de la construction et la sécurité du public dans les bâtiments | 31,50 \$                 |
| 3 décembre 2015                              | Gicleurs dans les résidences privées pour aînés existantes – publication du règlement                 | 15,95 \$                 |
|  |   | Total : <b>157,97 \$</b> |

**Annexe à la fiche RC-03 Campagnes de publicité et de sensibilisation 2015-2016 (contrats de moins de 25 000 \$)**

| Campagnes de sensibilisation  |                  |                                   |  |   |  |  |
|---|------------------|-----------------------------------|--|---|--|--|
| Nom de la campagne  | Coût             | Nom de la firme                   | Média (ou moyen choisi)  | Dates diffusion                         | Objectifs visés  |  |
| Chapitre Bâtiment du Code de sécurité - dispositions façades de 5 étages et plus              | 400 \$           | TAO                               | Envoi postal massif  | 2016-02-01                              | Rappeler aux propriétaires de bâtiments de 5 étages et plus leurs obligations d'entretien et d'inspection des façades  |  |
| Chapitre Bâtiment du Code de sécurité - dispositions façades de 5 étages et plus              | 649 \$           | Postes Canada                     | Envoi postal massif  | 2016-02-01                              | Rappeler aux propriétaires de bâtiments de 5 étages et plus leurs obligations d'entretien et d'inspection des façades  |  |
| Efficacité énergétique - normes d'isolation   | 380 \$           | Copie de la capitale              | Impression   | 2015-04-01                              | Informar les constructeurs-propriétaires des normes d'isolation contenues au règlement sur l'efficacité énergétique  |  |
| Chapitre Bâtiment du Code de construction - entrée en vigueur d'une nouvelle édition          | 2 880 \$         | TAO                               | Envoi massif   | 2015-07-01                              | Informar les entrepreneurs de l'entrée en vigueur du nouveau code et de ses principales dispositions   |  |
| Chapitre Bâtiment du Code de construction - entrée en vigueur d'une nouvelle édition          | 1 555 \$         | Imprimerie provinciale            | Envoi massif   | 2015-07-01                              | Informar les entrepreneurs de l'entrée en vigueur du nouveau code et de ses principales dispositions   |  |
| Nouveau chapitre Bâtiment du Code de construction - certification des usines de béton         | 65 \$            | Copies de la capitale             | Envoi postal interne   | 2015-08-01                              | Informar les bétonnières de nouvelles dispositions sur la certification des usines de béton  |  |
| Bâtiments de construction massive en bois d'au plan 12 étages : version anglaise              | 958 \$           | Numerique                         | Impression   | 2015-12-23                              | Positionner le Québec comme leader mondial de la construction en bois de grande hauteur  |  |
| Bâtiments de construction massive en bois d'au plan 12 étages : version anglaise              | 3 600 \$         | Sylvain Turner                    | Traduction   | 2015-12-23                              | Positionner le Québec comme leader mondial de la construction en bois de grande hauteur  |  |
| Brochure Grands chantiers, nos obligations  | 99 \$            | Copies de la capitale             | Impression   | 2015-11-01                              | Informar les intervenants de grands chantiers montréalais de leurs obligations en vertu de notre réglementation et de celle du Service incendie de Montréal  |  |
| Envoi lettres aux propriétaires de tours de refroidissement à l'eau (bâtiment)                | 1 279 \$         | Postes Canada                     | Envoi postal massif  | 2016-02-15                              | Informar les propriétaires de tours de refroidissement (fédéraux) de leur numéro de IIRE   |  |
| Envoi lettre aux propriétaires d'installations de tours de refroidissement à l'eau (bâtiment) | 771 \$           | TAO                               | Envoi massif   | 2016-02-15                              | Informar les propriétaires de tours de refroidissement (fédéraux) de leur numéro de IIRE   |  |
| Envoi de 5 413 lettres - propriétaires (équipements pétroliers)                               | 4 174 \$         | Postes Canada                     | Envoi postal massif  | 2015-04-15                              | Informar les propriétaires sur leurs obligations à l'égard de leur renouvellement de permis  |  |
| Envoi lettre-renouvellement de permis (équipements pétroliers)                                | 863 \$           | TAO                               | Envoi massif   | 2015-04-15                              | Informar les propriétaires sur leurs obligations à l'égard de leur renouvellement de permis  |  |
| Sensibilisation Vidéo sur l'utilisation sécuritaire du barbecue au propane (gaz)              | 6 000 \$         | Félix Charest réalisateur         | Vidéo  | 2016-05-01                              | Sensibiliser les utilisateurs de barbecue à la bonne utilisation de cet appareil   |  |
| Impression Your safety and propane gas barbecue (gaz)   | 389 \$           | Copies de la capitale             | Impression   | 2016-02-01                              | Réimpression du dépliant   |  |
| Impression Votre sécurité BPO au propane (gaz)  | 825 \$           | Moderne l'imprimeur               | Impression   | 2015-05-01                              | Réimpression du dépliant   |  |
| Impression Votre sécurité et le propane (gaz)   | 867 \$           | Transcontinental                  | Impression   | 2015-05-01                              | Réimpression du dépliant   |  |
| Impression Réfrigérateur au propane (gaz)   | 918 \$           | Imprimerie Stiel                  | Impression   | 2015-08-01                              | Réimpression du dépliant   |  |
| Impression Attention à la contamination (plomberie)   | 770 \$           | Moderne l'imprimeur               | Impression   | 2016-02-01                              | Réimpression du dépliant   |  |
| Impression Beware of contamination (plomberie)  | 197 \$           | Imprimerie Stiel                  | Impression   | 2016-02-01                              | Réimpression du dépliant   |  |
| Impression Attention à la contamination (plomberie)   | 512 \$           | Imprimerie Stiel                  | Impression   | 2015-05-01                              | Réimpression du dépliant   |  |
| Impression Beware of contamination (plomberie)  | 197 \$           | Imprimerie Stiel                  | Impression   | 2015-05-01                              | Réimpression du dépliant   |  |
| Impression Guide sur l'évacuation des eaux pluviales (plomberie)                              | 173 \$           | Copie Xpress                      | Impression   | 2015-07-01                              | Informar les propriétaires de bâtiments à toits plats des règles pour l'évacuation des eaux pluviales  |  |
| Impression de 100 brochures (remontées mécaniques)  | 157 \$           | Copies de la capitale             | Impression   | 2016-02-01                              | Informar les propriétaires de remontées mécaniques de l'entrée en vigueur de l'édition 2014 de la norme Z98  |  |
| Envoi lettre aux propriétaires (remontées mécaniques)   | 232 \$           | TAO                               | Envoi massif   | 2015-09-15                              | Informar les propriétaires de remontées mécaniques de l'entrée en vigueur de l'édition 2014 de la norme Z98  |  |
| Impression Plan d'action opérationnel (PAO)   | 92 \$            | Copie express l'imprimeur conseil | Impression   | 2015-04-01                              | Informar le personnel de la RBQ des nouvelles actions prévues dans le PAO  |  |
| Impression 400 dépliants Creuser sans rien briser   | 1 753 \$         | Transcontinental                  | Impression   | 2015-08-01                              | Informar les entrepreneurs en excavation de leurs obligations à demander un plan avant de creuser  |  |
| Impression 35 000 flyers Pavement en ligne  | 462 \$           | Numerique                         | Impression   | 2015-10-01                              | Informar les détenteurs de licence de la nouvelle possibilité de payer la licence en ligne   |  |
| Impression powerpoint consultation Révision des programmes                                    | 860 \$           | Copies de la capitale             | Impression   | 2015-11-15                              | Informar les participants des rencontres sur les moyens envisagés par la RBQ pour améliorer ses façons de faire  |  |
| Asystel : parapost révision des programmes  | 263 \$           | Asystel                           | Impression   | 2015-11-15                              | Informar les participants des rencontres sur les moyens envisagés par la RBQ pour améliorer ses façons de faire  |  |
| <b>Total</b>  | <b>32 340 \$</b> |                                   |  |   |  |  |
| Congrès, Colloques et Salons  |                  |                                   |  |   |  |  |
| Nom de la campagne  | Coût             | Nom de la firme                   | Média (ou moyen choisi)  | Dates diffusion                         | Objectifs visés  |  |
| Congrès de la Corporation des officiers municipaux du Québec (COMBEO)                         | 2 000 \$         | Interne RBQ (contrat négocié)     | Atelier et documentation   | du 16 au 18 avril 2015                  | Informar les intervenants sur la réglementation et leurs responsabilités   |  |
| Salon MCEH 2015 (Mécanex, Climatex, Électricité, Éclairage)                                   | 6 726 \$         | Interne RBQ (contrat négocié)     | Kiosque, atelier et documents  | du 22 au 23 avril 2015                  | Informar les intervenants sur la réglementation et leurs responsabilités (électricité, plomberie, gaz, équipements pétroliers, appareils sous pression)  |  |
| Congrès de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIO)                     | 9 387 \$         | Interne RBQ (contrat négocié)     | Kiosque, atelier et documents  | du 16 au 19 mai 2015                    | Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)   |  |
| Congrès de l'Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIO)             | 3 000 \$         | Interne RBQ (contrat négocié)     | Kiosque, atelier et documents  | du 24 au 26 septembre 2015              | Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)   |  |
| Congrès de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMÉCQ)                          | 16 097 \$        | Interne RBQ (contrat négocié)     | Documentation  | 2 et 3 octobre 2015                     | Informar les intervenants sur la réglementation et leurs responsabilités (électricité)   |  |
| Événements CONTECH - bâtiment (Qc et MTL)   | 11 053 \$        | Interne RBQ (contrat négocié)     | Kiosques, ateliers et documents  | 29 octobre et 12 novembre 2015          | Informar les intervenants de l'entrée en vigueur du nouveau code (CBCO) et des principales dispositions  |  |
| Salon Expo fabrication de Montréal  | 56 560 \$        | Interne RBQ (contrat négocié)     | Kiosque et documents   | 11 au 14 février 2016                   | Sensibiliser les citoyens sur le rôle de la RBQ et les intervenants sur leurs responsabilités  |  |
| <b>Total</b>  | <b>7 956 \$</b>  |                                   |  |   |  |  |
| Campagnes de publicité  |                  |                                   |  |   |  |  |
| Nom de la campagne  | Coût             | Nom de la firme                   | Média choisi   | Dates diffusion                         | Objectifs visés  |  |
| Chapitre Bâtiment du Code de sécurité   | 750 \$           | Interne RBQ                       | Condolegal.com   | Avril, mai, juin 2015                   | Informar les propriétaires et gestionnaires de copropriétés sur les exigences du CBCS et faire la promotion du parcours personnalisé   |  |
| Chapitre Bâtiment du Code de construction - entrée en vigueur d'une nouvelle édition          | 1 300 \$         | Interne - RBQ                     | Repertoire des membres de la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGG) | 1er juillet 2015                        | Informar les entrepreneurs de l'entrée en vigueur du nouveau code (CBCO) et de ses principales dispositions  |  |
| Plan de garantie - Propriétaire d'un condo  | 4 500 \$         | Interne - RBQ                     | Les Éditions Projegez-vous - Guide pratique de la copropriété 2016                   | 1er février 2016                        | Informar les bénéficiaires sur le contenu de leur Plan de garantie   |  |
| Amendes salées  | 221 \$           | Interne - RBQ                     | Insertion dans l'enveloppe pour nouvelles licences                                   | De mars à décembre 2016 (inclusivement) | La Loi sur le bâtiment prévoit d'importantes amendes en cas de travail sans licence. L'objectif de ce feuillet est de rappeler aux entrepreneurs l'importance d'être conforme à la Loi afin d'éviter d'avoir à payer des amendes salées. |  |
| Nouveau point de services - bureau RBQ à Rouyn-Norand   | 1 185 \$         | CSPO                              | Journal L'Écho Abitibi et Le citoyen   | janv-16                                 | Informar les citoyens et intervenants d'un nouveau point de services de la RBQ à Rouyn-Norand  |  |
| <b>Total</b>  | <b>7 956 \$</b>  |                                   |  |   |  |  |

# Régie du bâtiment du Québec

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-04

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.): Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

#### **Évènement organisé par la RBO entre le 1er avril 2015 et le 31 mars 2016 :**

Évènement : Conférence de presse à Dolbeau, le 17 août 2015

|                     |  |
|---------------------|--|
| Lieu                | Centre de formation et de transfert technologique sur les pratiques forestières – Dolbeau-Mistassini |
| Objet               | Lancement du guide « Bâtiments de construction massive en bois d'au plus 12 étages ».                |
| Nombre de personnes | 32 personnes   |
| Coût                | 1 480,30 \$  |

# Régie du bâtiment du Québec

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-05

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Pour 2015-2016 :

#### Organisés par une firme externe

- Montant : 495 \$

Mode d'octroi : contrat négocié

Nom du fournisseur : UQAM-formation continue : PREZI : pour des présentations dynamiques.

But visé par la dépense : Développer une logique de présentation plus interactive, maîtriser les principales fonctions du logiciel et comprendre les applications et limites du logiciel.

- Montant : 795 \$

Mode d'octroi : contrat négocié

Nom du fournisseur : Technologia – Habilités politiques et pouvoir d'influence

But visé par la dépense: Développer les compétences en gestion.

- Montant : 375 \$

Mode d'octroi : contrat négocié

Nom du fournisseur : Technologia – Mieux comprendre les technologies Web

But visé par la dépense: Apprentissage des termes et concepts clés, les langages, les architectures et les outils disponibles des technologies Web.

- Montant : 2 500 \$

Mode d'octroi : contrat négocié

Nom du fournisseur : Substance stratégies : Médias sociaux

But visé par la dépense : Formation et ateliers personnalisés pour peaufiner la stratégie médias sociaux de la RBQ.

#### Organisés par le ministère ou l'organisme

Nous n'avons pas de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 22 et 23**).

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-06**

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

Sans objet pour la RBQ.

## *Régie du bâtiment du Québec*

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-07

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement : <https://seao.ca/>.



RG-07 - Annexe

| Nom du fournisseur  | Montant     | Objet du contrat  | Mode d'octroi                             |
|---|-------------|---|---|
| Ateliers T.A.Q. inc.  | \$4 374,61  | Envois massifs d'information par courrier à la clientèle de la RBQ  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Securo Vision inc.  | \$10 000,00 | Lunettes de sécurité avec lentilles ophtalmiques - RBQ  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Ellio inc.  | \$13 650,00 | Accompagnement de la Direction de la planification dans l'élaboration du deuxième plan d'action de développement durable de la RBQ                                | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Fonds de Solidarité FTQ                                       | \$24 900,00 | Réaménagement du département des Affaires Juridiques au 545 Crémazie Est, 3e étage Montréal - RBQ   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Conseil national de recherches Canada                         | \$4 635,00  | Achat de 20 «Codes de construction» - RBQ   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Corbin, Gilles (002)  | \$3 500,00  | Renouvellement du contrat auditeur_Prestataire de services unique   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Fondation du CEGEP de Trois-Rivières                          | \$3 218,00  | Formation sur les soudures - RBQ  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Compro communications inc.                                    | \$1 371,00  | Service de messages sur attente téléphonique  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Rodimax inc.  | \$9 350,00  | Stationnement CGER 2015-2016  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Rodimax inc.  | \$3 400,00  | Stationnement CGER  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Groupe Solotech inc.  | \$1 076,25  | Achat de 2 amplificateurs dans les salles de vidéoconférence 332 et 315, au 545 Crémazie Est à Montréal   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Imprimerie Provinciale inc.                                   | \$1 495,00  | Service d'impression de 40 000 feuillets portant sur l'entrée en vigueur des modifications au chapitre 1, Bâtiment, du Code de construction du Québec - 2015-2016 | CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION |
| Château Royal inc.  | \$2 812,93  | Location de salle et repas - RBQ  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| CIRA Services médicaux inc.                                   | \$1 395,00  | Services professionnels: Expertise médicale   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Tremblay, Denis (026)   | \$2 310,00  | Validation de matériel d'évaluation   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Transcontinental inc.   | \$1 753,00  | Service d'impression de 40 000 feuillets : la demande de localisation: creuser sans rien briser!  | CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION |
| Ordre des comptables professionnels agréés du Québec          | \$1 499,00  | Passeport Multi-CPA pour formation 2015-2016 à la direction des services financiers.  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Charest, Félix  | \$12 000,00 | Service d'une firme pour la production de deux capsules vidéos informatives - Plan de garantie et sécurité avec les barbecues                                     | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Société en Commandite Gaz Métro                               | \$3 780,00  | Offrir des ateliers théoriques et pratiques à propos de la nouvelle réglementation CAN (CSA Z276-11 (gaz)   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Lyreco [Canada] inc. (inactif)                                | \$1 268,82  | Achat de 6 amplificateurs plantronics M22 vista et 2 casques duo d'écoute Hw261N/A Supra  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Société de Gestion du réseau informatique des Comm. scolaires | \$1 128,00  | Accompagnement dans la mise à jour d'un logiciel  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| LSM ambiocréateurs  | \$1 057,30  | Sonorisation pour la conférence de presse sur le bois le 17 août 2015   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| CBCI Télécom  | \$13 268,00 | Remplacement d'un système de visioconférence désuets  | CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION |
| Technologie Vorepass inc.                                     | \$3 500,00  | LazyChamp Licence   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Société Plan de Vol inc.                                      | \$3 775,00  | Contrat d'entretien et d'Hébergement pour la solution de "Comité Sans papier"   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail     | \$3 500,00  | Renouvellement - Diffusion aux gestionnaires de la RBQ des sessions de formation en santé et sécurité au travail  | OPTION DE RENOUVELLEMENT                  |
| Fonds de Solidarité FTQ                                       | \$1 297,39  | Frais pour demandes diverses en 2014-2015 dans l'édifice 545 Crémazie Est, Montréal, par les gérants de l'immeubles.  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |

|  |             |  |   |
|--|-------------|--|---|
| Riopel, Gagnon, Larose & associés                            | \$2 630,50  | Notes sténographiques numériques des audiences tenues les 31 octobre et 1er novembre 2013 dans le dossier Cohabitation CQ-2013-3626  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Aéronolusement   | \$2 007,73  | Vol/service de nolusement  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| CSA Group  | \$3 497,00  | Achat de licence multi utilisateurs CSA Z276-11  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| NFPA - National Fire Protection Association                  | \$2 841,00  | Abonnement annuel au National Fire Code  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Imprimerie Provinciale inc.                                  | \$2 480,00  | Impression de 200 copies du rapport annuel de gestion 2014-2015 de la RBQ  | CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR            |
| ADN5 Média inc.  | \$12 510,00 | Diffusion d'une revue de presse quotidienne pour la RBQ - Année financière 2015-2016   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Solutions Victrix inc., Les                                  | \$22 500,00 | Réalisation de deux audits de sécurité.  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| CIRA Services médicaux inc.                                  | \$1 395,00  | Expertise médicale   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Turner, Sylvain  | \$3 600,00  | Révision linguistique d'une traduction anglaise du guide "Construction massive en bois d'au plus de 12 étages  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Éditions Yvon Blais inc., Les                                | \$1 595,00  | Frais pour services en ligne - abonnement REJB   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| CCH canadienne limitée                                       | \$1 121,00  | Renouvellement de l'ouvrage " Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale" pour l'exercice 2015-2016   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Morneau Shepell Ltd.   | \$14 196,00 | Fournir des services professionnels de consultation et de référence pour les employés vivant des difficultés professionnelles ou personnelles. Du 1er novembre 2015 au 31 octobre 2016 | CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION |
| National Board of Boiler And Pressure Vessel Inspectors      | \$2 500,00  | Commission word cards_NBBPVI_Année 2015 (DSTASP & DIASP)   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Substance Stratégies inc.                                    | \$2 500,00  | Formation sur mesure portant sur l'amélioration de la stratégie de la RBQ sur les médias sociaux   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Chamberland, Luc (avocat)                                    | \$2 750,00  | Formation concernant le nouveau Code de procédure civile en faveur des avocats de la Direction juridique et en coordination avec la CCQ  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| CFCPC inc.   | \$20 100,00 | Formation à la norme NFPA 13 sur les gicleurs  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| InnVest Hotels GP Ltd (Delta Trois-Rivières)                 | \$1 418,20  | Réunion des gestionnaires de la RBQ à Trois-Rivières le 14 octobre 2015  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Voyages Laurier du Vallon inc., Les                          | \$2 160,72  | France; Rencontre externe - Colloque sur la construction en bois   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Sandman Hôtel Montréal Longueuil                             | \$2 148,22  | Réservation d'une salle à l'hôtel Sandman pour 100 personnes le 18 novembre 2015   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Communication Psycom inc.                                    | \$10 500,00 | Formation stratégie communicationnelle PSYCOM  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Egyde conseils inc.  | \$20 000,00 | Services professionnels pour accompagner la RBQ dans sa démonstration que sa solution de prestation électronique de services répond à la norme PCI-DSS                                 | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Crop inc.  | \$6 800,00  | Sondage pour mesurer les retombées des publicités suite à la campagne "entrepreneurs licenciés"  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Conseil national de recherches Canada                        | \$3 000,00  | Commande de 7 Code de Construction 2015 au Conseil national de recherche du Canada (CNRC)  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Lemieux Nolet, comptables professionnels agréés S.E.N.C.R.L. | \$17 000,00 | Services professionnels en vérification comptable  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| IBM Canada limitée   | \$4 047,00  | Renouvellement d'abonnement logiciels IBM décembre 2015 à novembre 2016  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Tremblay, Denis (026)  | \$1 250,00  | Mise à jour de matériel d'évaluation   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Marketing Léger inc.   | \$20 000,00 | Sondage sur la qualité de la prestation de services et la satisfaction des usagers à l'égard du service de formulation d'une plainte initiant une intervention de surveillance         | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| Conseil national de recherches Canada                        | \$1 768,00  | Code de construction du Québec chapitre 1 - bâtiment 2010  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |
| CSA Group  | \$8 500,00  | Aquisition de trois publications pour le personnel d'inspection  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ               |

|                                       |             |  |                             |
|---------------------------------------|-------------|--|-----------------------------|
| Julien - Leblanc Traiteur             | \$1 017,00  | Réception tenue pour les membres du CA   | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ |
| Société Plan de Vol inc.              | \$12 000,00 | Formulaire d'évaluation sur le site Gouvernance de la RBQ  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ |
| Leblanc, Dannie                       | \$4 960,00  | Formation sur le mandat de perquisition et l'exécution de la perquisition                            | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ |
| Conseil national de recherches Canada | \$1 300,00  | Commande de 4 Codes national de l'énergie pour les bâtiments - Canada 2015 en français et en anglais | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ |
| Uniglobe Voyages Carolann inc.        | \$1 443,58  | Billets d'avion  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ |
| Uniglobe Voyages Carolann inc.        | \$1 107,25  | Billets d'avion  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ |
| Uniglobe Voyages Carolann inc.        | \$1 020,81  | Billets d'avion  | CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ |

## *Régie du bâtiment du Québec*

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-08

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat visé par l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics n'a été octroyé par la RBQ en 2015-2016.

# Régie du bâtiment du Québec

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- la liste des soumissions et le montant de chacune;
- la grille d'évaluation des soumissions ;
- la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

a) Liste des soumissions

| Numéro de l'appel d'offres | Nom de l'adjudication           | Montant de la soumission | Justification du choix du soumissionnaire retenu                                  | Autres soumissionnaires et montant soumissionné  |
|----------------------------|---------------------------------|--------------------------|---|--|
| 367100029                  | Consortium Linovati/R3D Conseil | 1 496 700 \$             | Appel d'offres public fondé sur le rapport qualité-prix – Prix ajusté le plus bas | Conseiller en immobilisation et management : 2 147 900 \$<br><br>Conseillers en gestion et informatique CGI inc. : 1 826 833,10 \$ |
| 367100037                  | Equifax Canada Co               | 187 933,50 \$            | Appel d'offres public fondé uniquement sur un prix                                | Aucun autre soumissionnaire  |
| 367100036                  | Connexe Technologie inc.        | 384 050 \$               | Appel d'offres public fondé sur le rapport qualité-prix – Prix ajusté le plus bas | Aucun autre soumissionnaire  |

Les informations b), d) et e) sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

## *Régie du bâtiment du Québec*

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet pour la RBQ.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-11**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015- 2016:

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-12**

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Les services associés aux technologies de l'information sont impartis au Ministère du travail, de l'emploi, et de la solidarité sociale (MTESS) et au Centre de services partagés du Québec (CSPQ), à l'exception des fonctions de pilotage et de gouvernance, qui sont effectuées par le personnel de la RBQ. L'objectif est de bénéficier d'économie d'échelle sur les services offerts par le MTESS et le CSPQ aux plusieurs ministères et organismes qu'ils desservent.

En ce qui concerne le logiciel libre, c'est le MTESS et le CSPQ qui évalue la pertinence de telles solutions au regard des besoins, en prenant en considération les infrastructures existantes.

Les informations sur les projets de développement informatique dont la réalisation est confiée au MTESS figurent dans le tableau de la page suivante.

Concernant la valeur estimée des contrats, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>.



| Nom du projet                                     | Nature du projet   | Dépenses 2015-2016 (au 29 février 2016) | Pourcentage de réalisation | Statut   | Utilisation des logiciels libres        |
|---|--|---|----------------------------|----------|---|
| Migration postes de travail à Windows 8.1         | Migrer les postes de travail de Windows XP vers Windows 8.1 et Office 2013.  | 371 051 \$                              | 100 %                      | Terminé  | Note 2                                  |
| Migration Oracle                                  | Mettre à jour les applicatifs / serveurs Oracle dans le cadre de la migration Windows 8.1.   | 298 794 \$                              | 100 %                      | Terminé  | Note 2                                  |
| Optimiser le système de localisation actuel (LOC) | Optimiser le système de données de références territoriales  | 158 222 \$                              | 100 %                      | Terminé  | Note 1                                  |
| Refonte intranet                                  | Effectuer la refonte de l'intranet et mettre à disposition des utilisateurs un espace collaboratif afin de favoriser le partage d'information  | 61 675 \$                               | 100 %                      | Terminé  | Le logiciel libre WordPress est utilisé |
| Système d'information pour la gestion de projet   | Implantation d'un système de gestion de projets qui permettra d'offrir aux usagers un emplacement pour saisir, classer et mettre à jour les données par projet.  | 18 108 \$                               | 100 %                      | Terminé  | Aucun logiciel libre n'a été identifié  |
| Prestation électronique de service                | Implantation d'une prestation électronique de service pour la clientèle de la RBQ <ul style="list-style-type: none"> <li>• Phase 1 - Paiement en ligne : Terminé</li> <li>• Phase 2 - Dossier entrepreneur : 85 %</li> </ul> | 1 912 853 \$                            | 90 %                       | En cours | Note 1                                  |
| Tour de refroidissement à l'eau                   | Transmission électronique des résultats de laboratoire des installations de tours de refroidissement à l'eau (des laboratoires à la RBQ)   | 167 256 \$                              | 60 %                       | En cours | Note 1                                  |
| Système d'information pour les enquêtes           | Développement d'un système pour la gestion des poursuites et des enquêtes.   | 548 \$                                  | N/A                        | En cours | Note 3                                  |
| Système de gestion des revenus (REV)              | Optimiser la gestion des comptes à recevoir et les échanges entre GIC et REV - Enrichir l'entrepôt des données financières   | 266 \$                                  | N/A                        | En cours | Note 4                                  |
|   | Totaux   | 2 988 773 \$                            |                            |          |   |

**Note 1 :** Le système mission de la RBQ est basé sur le progiciel Oracle Siebel. Ces projets font partie de la stratégie de modernisation des systèmes applicatifs de la RBQ qui consiste à intégrer certaines informations et processus dans un seul et même système. L'objectif étant de bénéficier lorsque possible, d'une vision complète des services offerts à la clientèle. L'utilisation des logiciels libres dans le cadre de ces projets, ou de tout autre progiciel, ne servirait donc pas les objectifs de la RBQ vis-à-vis de la stratégie en place.

**Note 2 :** Il s'agit de projets autorisés par le Secrétariat du conseil du trésor dans le cadre du projet gouvernemental de migration des postes de travail vers Windows 8.1 et Office 2013. Tous ces projets sont des prérequis au passage vers le nouvel environnement de travail ciblé. En novembre 2015, la RBQ terminait sa migration vers l'environnement de travail cible sous Windows 8.1 et Office 2013 ainsi que l'adaptation de tous ses systèmes informatiques afin qu'ils soient fonctionnels dans le nouvel environnement.

**Note 3 :** La préparation du dossier d'affaires est en cours mais une évaluation sommaire des coûts globaux du projet établit un coût de 5,8 M\$ et un délai de réalisation de trois ans.

**Note 4 :** La préparation du dossier d'affaires est en cours mais une évaluation sommaire des coûts globaux du projet établit un coût de 2,0 M\$ et un délai de réalisation de deux ans.

# Régie du bâtiment du Québec

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I a) au Québec
  - II b) à l'extérieur du Québec

Ce tableau correspond aux dépenses pour les membres de la haute direction

| Dépenses  | 1 <sup>er</sup> avril 2015 au<br>31 mars 2016 |
|---|---|
| a) la photocopie  | 11 464,22 \$                                  |
| b) le mobilier de bureau  | 0 \$  |
| c) l'ameublement - divers mobiliers pour la RBQ   | 0 \$  |
| d) décoration et embellissement   | 0 \$  |
| e) le distributeur d'eau de source  | 0 \$  |
| f) le remboursement des frais de transport  | 20 980,42 \$                                  |
| g) le remboursement des frais d'hébergement   | 12 291,02 \$                                  |
| h) le remboursement des frais de repas  | 10 207,53 \$                                  |
| i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes  | 0 \$  |
| j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement |   |
| • au Québec   | 1 294,05 \$                                   |
| • à l'extérieur du Québec : Les rencontres bois-forêt-climat de la francophonie à Paris du 31 octobre au 4 novembre 2015                          | 3 678,42 \$                                   |

# Régie du bâtiment du Québec

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires («BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Dépenses reliés à la téléphonie pour le bureau du président directeur général et les bureaux des vice-présidents de la RBQ. À noter que le personnel présent dans ces bureaux utilise dix (10) ordinateurs portables.

|                            | Nombre | Coûts        |
|----------------------------|--------|--------------|
| Cellulaires                | 11     | 3 661,75 \$  |
| Tablettes                  | 7      | 1 744, 00 \$ |
| <b>Coût pour 2015-2016</b> |        | 5 405,75 \$  |

Note :

- L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25)*.
- Il n'y a pas de téléavertisseurs à la RBQ.
- Coût d'acquisition des appareils : l'appareil est généralement fourni gratuitement à la signature du contrat, ou à prix réduit et les acquisitions se faisant de façon décentralisée, il n'y a pas de compilation au niveau organisationnel.
- Depuis août 2012, le coût des contrats téléphoniques est assimilable au coût d'utilisation. De façon générale, les contrats téléphoniques sont basés sur une offre gouvernementale standard pour tous les M/O.
- Il y a peu ou pas de coût de résiliation à la RBQ, car on évite généralement de résilier un contrat; en cas de départ de l'employé, l'appareil est conservé pour un nouvel utilisateur.

# *Régie du bâtiment du Québec*

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce: pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. 1) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

Les réponses sont données aux pages suivantes.

**a-b) LE NOMBRE ET LA REPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FEMININ, DES PERSONNES HANDICAPEES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTES CULTURELLES POUR CHAQUE CATEGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...)**

Les données présentées sont celles de l'année 2015-2016. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 2 mars 2016**, soit 440 employés réguliers pour 2015-2016.

**Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge**  
(données au 2 mars 2016)

| <b>Personnel d'encadrement</b> |               |            |               |            |              |            |
|--------------------------------|---------------|------------|---------------|------------|--------------|------------|
| <b>Groupes d'âge</b>           | <b>Hommes</b> | <b>%</b>   | <b>Femmes</b> | <b>%</b>   | <b>Total</b> | <b>%</b>   |
| - de 35 ans                    | 0             | 0,0        | 0             | 0,0        | 0            | 0,0        |
| 35 ans et plus                 | 24            | 5,5        | 16            | 3,6        | 40           | 9,1        |
| <b>Total</b>                   | <b>24</b>     | <b>5,5</b> | <b>16</b>     | <b>3,6</b> | <b>40</b>    | <b>9,1</b> |
| <b>Professionnels</b>          |               |            |               |            |              |            |
| <b>Groupes d'âge</b>           | <b>Hommes</b> | <b>%</b>   | <b>Femmes</b> | <b>%</b>   | <b>Total</b> | <b>%</b>   |
| - de 35 ans                    | 4             | 0,9        | 15            | 3,4        | 19           | 4,3        |

|                |           |             |           |             |            |             |
|----------------|-----------|-------------|-----------|-------------|------------|-------------|
| 35 ans et plus | 46        | 10,5        | 42        | 9,5         | 88         | 20,0        |
| <b>Total</b>   | <b>50</b> | <b>11,4</b> | <b>57</b> | <b>13,0</b> | <b>107</b> | <b>24,3</b> |

### Fonctionnaires

| Groupes d'âge  | Hommes     | %           | Femmes     | %           | Total      | %           |
|----------------|------------|-------------|------------|-------------|------------|-------------|
| - de 35 ans    | 12         | 2,7         | 30         | 6,8         | 42         | 9,5         |
| 35 ans et plus | 140        | 31,8        | 111        | 25,2        | 251        | 57,0        |
| <b>Total</b>   | <b>152</b> | <b>34,5</b> | <b>141</b> | <b>32,0</b> | <b>293</b> | <b>66,6</b> |

### TOTAL

| Groupes d'âge  | Hommes     | %           | Femmes     | %           | Total      | %            |
|----------------|------------|-------------|------------|-------------|------------|--------------|
| - de 35 ans    | 16         | 3,6         | 45         | 10,2        | 61         | 13,9         |
| 35 ans et plus | 210        | 47,7        | 169        | 38,4        | 379        | 86,1         |
| <b>Total</b>   | <b>226</b> | <b>51,4</b> | <b>214</b> | <b>48,6</b> | <b>440</b> | <b>100,0</b> |

### Répartition des membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge (données au 2 mars 2016)

#### Personnel d'encadrement

| Groupes d'âge  | Personnes handicapées | Anglophones | Autochtones | Communautés culturelles |
|----------------|-----------------------|-------------|-------------|-------------------------|
| - de 35 ans    | 0                     | 0           | 0           | 0                       |
| 35 ans et plus | 0                     | 0           | 0           | 3                       |
| <b>Total</b>   | <b>0</b>              | <b>0</b>    | <b>0</b>    | <b>3</b>                |

#### Professionnels

| Groupes d'âge  | Personnes handicapées | Anglophones | Autochtones | Communautés culturelles |
|----------------|-----------------------|-------------|-------------|-------------------------|
| - de 35 ans    | 0                     | 0           | 0           | 4                       |
| 35 ans et plus | 1                     | 0           | 0           | 13                      |
| <b>TOTAL</b>   | <b>1</b>              | <b>0</b>    | <b>0</b>    | <b>17</b>               |

#### Fonctionnaires

| Groupes d'âge  | Personnes handicapées | Anglophones | Autochtones | Communautés culturelles |
|----------------|-----------------------|-------------|-------------|-------------------------|
| - de 35 ans    | 1                     | 0           | 0           | 6                       |
| 35 ans et plus | 4                     | 4           | 1           | 77                      |
| <b>Total</b>   | <b>5</b>              | <b>4</b>    | <b>1</b>    | <b>83</b>               |

### TOTAL

| Groupes d'âge  | Personnes handicapées |            | Anglophones |            | Autochtones |            | Communautés culturelles |             |
|----------------|-----------------------|------------|-------------|------------|-------------|------------|-------------------------|-------------|
|                | Nbre                  | %          | Nbre        | %          | Nbre        | %          | Nbre                    | %           |
| - de 35 ans    | 1                     | 0,2        | 0           | 0,0        | 0           | 0,0        | 10                      | 2,3         |
| 35 ans et plus | 5                     | 1,1        | 4           | 0,9        | 1           | 0,2        | 93                      | 21,1        |
| <b>Total</b>   | <b>6</b>              | <b>1,4</b> | <b>4</b>    | <b>0,9</b> | <b>1</b>    | <b>0,2</b> | <b>103</b>              | <b>23,4</b> |

**Mise en garde :** Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

**Les données pour les questions c) d) e) f) et g) concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.**

**c) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL** (données au 18 mars 2016)  
*Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (codes 246 et 248).*

| Catégories              | 2015-2016      |
|-------------------------|----------------|
| Personnel d'encadrement | 554,5          |
| Professionnels          | 1 129,0        |
| Fonctionnaires          | 4 895,0        |
| <b>Total</b>            | <b>6 578,5</b> |

**d) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI** (données au 18 mars 2016)

| Catégorie d'emplois     | Moins de 10 jours | 10 à 50 jours | 50 à 100 jours | 100 jours et plus |
|-------------------------|-------------------|---------------|----------------|-------------------|
| Personnel d'encadrement | 5                 | 13            | 6              | 9                 |
| Professionnels          | 21                | 53            | 20             | 15                |
| Fonctionnaires          | 136               | 136           | 34             | 20                |
| <b>Total</b>            | <b>162</b>        | <b>202</b>    | <b>60</b>      | <b>44</b>         |

**e) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLEMENTAIRES TRAVAILLEES PAR LE PERSONNEL ET LA REPARTITION DE LA REMUNERATION DE CES HEURES SUPPLEMENTAIRES, LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL** (données au 18 mars 2016)

| Catégories     | 2015-2016 (heures supplémentaires) |                                  |                 |
|----------------|------------------------------------|----------------------------------|-----------------|
|                | Nombre d'heures payées             | Nombre total d'heures compensées | Total           |
| Professionnels | 372,13                             | 771,62                           | 1 143,75        |
| Fonctionnaires | 2 898,18                           | 1 831,73                         | 4 729,91        |
| <b>Total</b>   | <b>3 270,31</b>                    | <b>2 603,35</b>                  | <b>5 873,66</b> |

**f) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL** (données au 18 mars 2016)  
*Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.*

| Catégories              | 2015-2016      |
|-------------------------|----------------|
| Personnel d'encadrement | 823,5          |
| Professionnels          | 2 270,5        |
| Fonctionnaires          | 6 531,5        |
| <b>Total</b>            | <b>9 625,5</b> |

**g) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (données au 18 mars 2016)**

| <b>Catégorie d'emplois</b> | <b>Moins de 10 jours</b> | <b>10 à 50 jours</b> | <b>50 à 100 jours</b> | <b>100 jours et plus</b> |
|----------------------------|--------------------------|----------------------|-----------------------|--------------------------|
| Personnel d'encadrement    | 10                       | 19                   | 3                     | 0                        |
| Professionnels             | 57                       | 34                   | 3                     | 1                        |
| Fonctionnaires             | 173                      | 102                  | 2                     | 0                        |
| <b>Total</b>               | <b>240</b>               | <b>155</b>           | <b>8</b>              | <b>1</b>                 |

**h) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE**

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

**i) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS**

Les informations quant au nombre de personnes, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison des paragraphes 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

**j) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS REGULIERS PAR CATEGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPERIEURS ET INTERMEDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERES ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES REGIONS)**

| <b>Régions administratives</b> | <b>2013-2014</b><br>(au 2 avril 2014) |            |            |           |            | <b>2014-2015</b><br>(au 4 mars 2015) |            |            |           |            | <b>2015-2016</b><br>(au 2 mars 2016) |            |            |           |            |
|--------------------------------|---------------------------------------|------------|------------|-----------|------------|--------------------------------------|------------|------------|-----------|------------|--------------------------------------|------------|------------|-----------|------------|
|                                | Cadre                                 | Prof.      | Tech.      | Soutien   | Total      | Cadre                                | Prof.      | Tech.      | Soutien   | Total      | Cadre                                | Prof.      | Tech.      | Soutien   | Total      |
| 01 Bas-Saint-Laurent           |                                       | 2          | 6          | 1         | 9          |                                      | 2          | 7          | 1         | 10         |                                      | 1          | 7          | 1         | 9          |
| 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean     |                                       |            | 7          | 1         | 8          |                                      |            | 7          | 1         | 8          |                                      |            | 7          | 1         | 8          |
| 03 Capitale-Nationale          | 17                                    | 42         | 45         | 14        | 118        | 16                                   | 44         | 46         | 14        | 120        | 14                                   | 40         | 45         | 14        | 113        |
| 04 Mauricie                    |                                       | 1          | 8          | 2         | 11         |                                      | 1          | 7          | 2         | 10         |                                      | 1          | 5          | 2         | 8          |
| 05 Estrie                      | 1                                     | 1          | 6          |           | 8          | 1                                    | 1          | 6          |           | 8          |                                      | 1          | 5          |           | 6          |
| 06 Montréal                    | 19                                    | 52         | 62         | 49        | 182        | 17                                   | 60         | 66         | 50        | 193        | 17                                   | 61         | 62         | 46        | 186        |
| 07 Outaouais                   |                                       | 1          | 6          |           | 7          |                                      | 1          | 6          |           | 7          |                                      | 1          | 6          |           | 7          |
| 08 Abitibi-Témiscamingue       |                                       |            | 3          | 1         | 4          |                                      |            | 3          | 1         | 4          |                                      |            | 2          | 1         | 3          |
| 13 Laval                       | 4                                     | 1          | 46         | 3         | 54         | 4                                    | 2          | 44         | 4         | 54         | 4                                    | 2          | 43         | 5         | 54         |
| 16 Montérégie                  | 5                                     |            | 44         | 6         | 55         | 5                                    |            | 39         | 6         | 50         | 5                                    |            | 37         | 4         | 46         |
| <b>Total</b>                   | <b>46</b>                             | <b>100</b> | <b>233</b> | <b>77</b> | <b>456</b> | <b>43</b>                            | <b>111</b> | <b>231</b> | <b>79</b> | <b>464</b> | <b>40</b>                            | <b>107</b> | <b>219</b> | <b>74</b> | <b>440</b> |

**k) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS REGULIERS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR (EXPERT ET ÉMÉRITÉ)**

| <b>Année</b>                       | <b>Catégories d'emploi</b> | <b>Total</b> |
|------------------------------------|----------------------------|--------------|
| <b>2013-2014</b> (au 2 avril 2014) | Professionnel              | 21           |
| <b>2014-2015</b> (au 4 mars 2015)  | Professionnel              | 21           |
| <b>2015-2016</b> (au 2 mars 2016)  | Professionnel              | 20           |



**l) LE NOMBRE D'EMPLOYES REGULIERS BENEFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPERIEUR A CELUI NORMALEMENT PREVU POUR LA TACHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE**

| <b>Année</b>                          | <b>Personnel d'encadrement</b> | <b>Professionnels</b> | <b>Fonctionnaires</b> | <b>Total</b> |
|---------------------------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|
| <b>2013-2014</b><br>(au 2 avril 2014) | 0                              | 2                     | 2                     | 4            |
| <b>2014-2015</b><br>(au 4 mars 2015)  | 0                              | 2                     | 3                     | 5            |
| <b>2015-2016</b><br>(au 2 mars 2016)  | 0                              | 1                     | 2                     | 3            |

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

**m) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGION) : (ETC TOTAUX AUTORISÉS)**

Au 1<sup>er</sup> avril 2012 : 425  
Au 1<sup>er</sup> avril 2013 : 499  
Au 1<sup>er</sup> avril 2014 : 498  
Au 1<sup>er</sup> avril 2015 : 478 (470 réguliers et 8 occasionnels)  
Au 1<sup>er</sup> avril 2016 : information non disponible à ce jour

La ventilation par catégorie d'emploi et par territoire de travail n'est pas disponible.

**n) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR LES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**o) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**p) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉS PAR RAISONS DU DÉPART :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-16**

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

**a) Le nombre de départs à la retraite 2015-2016**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

La Régie du bâtiment du Québec dénombre 15 départs à la retraite au 2 mars 2016 pour 2015-2016. Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite des départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

**c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraites qui seront versées**

Au 2 mars 2016, la Régie du bâtiment du Québec a reçu 13 ententes de retraite signées pour des départs à la retraite effectifs en 2016-2017 et un en 2017-2018.

Aucune indemnité de retraite n'est versée par la Régie du bâtiment du Québec. Lors d'un départ à la retraite, la Régie verse uniquement des sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

**d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Au cours de la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 2 mars 2016, la Régie du bâtiment du Québec a engagé 2 retraités de la fonction publique par voie de recrutement à titre d'employé occasionnel.

La Régie du bâtiment du Québec n'a octroyé aucun contrat de services professionnels à un retraité de la fonction publique.

# Régie du bâtiment du Québec

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

g)

#### Les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril avec la SQI

| OBJET  | NO D'ENTENTE | COÛT      | FACTURE # |
|--|--------------|-----------|-----------|
| Installation de 6 bornes rechargeables électriques au 35 Port-Royal, Montréal  | 519899       | 28 648 \$ | 302541    |
| Préparation du projet de réaménagement au 201 Place Charles-Lemoyne, Longueuil   | 265704       | 4 755 \$  | 302533    |
| Déménagement et aménagement des bureaux de Rouyn-Noranda   | 519997       | 20 502 \$ | 303577    |
| Analyse des besoins et proposition d'un projet de réaménagement des espaces de la RBQ au 545 Crémazie Est à Montréal et au 800 Place d'Youville à Québec | 216771       | 54 695 \$ | 303389    |

#### Les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2015 autres que la SQI

| OBJET  | NO D'ENTENTE | COÛT      | FACTURE # |
|--|--------------|-----------|-----------|
| Réaménagement du département des affaires juridiques au 545 Crémazie Est, Montréal | 367305815    | 18 865 \$ | 2733      |

Les informations demandées sur les baux sont fournies en annexe à la présente fiche.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27)*.

**Annexe à la fiche RG-17 :**

**Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes**

| <b>Objet</b>  | <b>Propriétaire</b>   | <b>Coût<br/>(par mois)</b> | <b>Surface</b>                                 | <b>Durée du bail</b>                                     |
|---|---|----------------------------|--|--|
| Location - bureau<br>170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 120<br>Gatineau   | SQI   | 6 975 \$                   | 359 m <sup>2</sup>                             | Pas de bail<br>(préavis de départ de 3 mois)             |
| Location - bureau<br>3885, boul. Harvey, 4 <sup>ème</sup> étage, Saguenay   | 4423631 Canada inc *  | 5 122 \$                   | 410 m <sup>2</sup>                             | 2014-12-31<br>2020-12-31                                 |
| Location - bureau<br>1800, boul. le Corbusier, 1 <sup>er</sup> étage, Laval | 9118-9308 Québec inc *  | 14 283 \$                  | 1 164 m <sup>2</sup>                           | 2000-05-01<br>2017-04-30                                 |
| Location - bureau<br>201, place Charles-Lemoyne, bureau 3.10<br>Longueuil   | SQI   | 9 740 \$                   | 932 m <sup>2</sup>                             | Pas de bail<br>(préavis de départ de 3 mois)             |
| Location - bureau<br>545, boul. Crémazie Est<br>Montréal                    | Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) *        | 126 372 \$                 | 4213.42 m <sup>2</sup>                         | 1993-05-01<br>2023-04-30                                 |
| Location - bureau / entrepôt<br>800, place d'Youville, Québec               | Édifice D'Youville inc<br>*<br>Entrepôt Boul. W-Hamel         | 65 280 \$<br><br>199.14    | 3050.54m <sup>2</sup><br><br>35 m <sup>2</sup> | 2004-11-01<br><br>2021-10-31                             |
| Location - bureau<br>337, rue Moreault, 1 <sup>er</sup> étage, Rimouski     | SQI   | 4 649 \$                   | 406 m <sup>2</sup>                             | Pas de bail<br>(préavis de départ de 3 mois)             |
| Location - bureau<br>170, rue Principale, bureau 205<br>Rouyn-Noranda       | Édifices Centre-ville Enr.<br>*<br><br>SQI                    | 3 589 \$<br><br>2 572\$    | 216 m <sup>2</sup><br><br>160 m <sup>2</sup>   | 2004-01-30<br>2015-11-16<br><br>2016-02-01<br>2021-01-31 |
| Location - bureau<br>280, avenue Arnaud<br>Sept-îles                        | Société de l'assurance automobile du Québec *                 | 127 \$                     | 9 m <sup>2</sup>                               | 2013-02-28<br>2018-02-27                                 |
| Location – bureau<br>200, rue Belvédère Nord, bureau 4.10<br>Sherbrooke     | 2423-5632 Québec inc *  | 8 104 \$                   | 473 m <sup>2</sup>                             | 1989-07-15<br>2019-07-14                                 |
| Location – bureau<br>100, rue Laviolette, bureau 115<br>Trois-Rivières      | SQI   | 6 420 \$                   | 563 m <sup>2</sup>                             | Pas de bail<br>(préavis de départ de 3 mois)             |
| Location – bureau<br>35 rue de Port-Royal<br>Montréal                       | Rodimax *<br><br>Exploitation spéciale<br>(bornes électrique) | 27 107 \$<br><br>264 \$    | 1432.15 m <sup>2</sup>                         | 2011-02-01<br>2021-01-31                                 |

\* Aucun bail n'a été signé directement entre la RBQ et les propriétaires de ces édifices. La SQI agissant en tant qu'intermédiaire.

*Régie du bâtiment du Québec*

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du. déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Aucun travail de cette nature pour la haute direction en 2015-2016.

## *Régie du bâtiment du Québec*

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; ·
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet pour la RBQ.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-20**

Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Sans objet pour la RBQ.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-21**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucune personne n'était dans cette situation en 2015-2016.



*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-22**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant:

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-23**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2016-2017;
- c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-24**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune personne n'était dans cette situation en 2015-2016.

## *Régie du bâtiment du Québec*

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

#### Période couverte : du 1er avril 2015 au 31 mars 2016

| Détails  | Coûts        |
|--|--------------|
| Éditions juridiques FD - Abonnement procédure pénale annotée                 | 125 \$       |
| CSPQ - Abonnement annuel à la Loi sur le bâtiment et ses règlements          | 1 380 \$     |
| Publications du Québec - Légisquebec   | 132 \$       |
| La Référence – Éditions Yvon Blais   | 1 595 \$     |
| SOQUIJ – Azimut et plumitifs   | 5 740 \$     |
| Courrier parlementaire (information journalistique de l'assemblée nationale) | 1 950 \$     |
| Revue de presse par DEMO (du 1er avril 2015 au 30 septembre 2015)            | 5 164,41 \$  |
| Revue de presse par ADN5 Média (du 1er octobre 2015 au 31 mars 2016)         | 6 255 \$     |
| Droits d'auteur payés au CSPQ (40 personnes) pour la revue de presse         | 11 457,53 \$ |

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-26**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme n'a été déboursée par la RBQ à cet effet.

# Régie du bâtiment du Québec

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

#### Registre des détenteurs de licence

<http://www.rpe.rbq.gouv.qc.ca>

- a) **Le nom du site Web** : Registre des détenteurs de licence.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : CSPQ
- c) **Année de construction** : 2008
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** : ces coûts sont compris dans l'entente de service de base avec le CSPQ.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** (en spécifiant combien le site a été refait et les raisons du changement) : Aucun
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **La fréquence moyenne de mise à jour** : Les données du site sont rafraîchies quotidiennement.
- h) **Le responsable du contenu sur le site** : Régie du bâtiment du Québec.

#### Microsite sur le Plan de garantie des bâtiments résidentiels neuf

<http://www.services.rbq.gouv.qc.ca/>

- a) **Le nom du site Web** : Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : CSPQ.
- c) **Les coûts de construction du site** : 19 513,63 \$ en 2014-2015.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** : Inclus dans l'entente globale avec CSPQ.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte jusqu'à maintenant.
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **La fréquence moyenne de mise à jour** : Ce n'est pas régulier. Selon les commentaires des internautes ou les changements à la réglementation.
- h) **Le responsable du contenu sur le site** : la Régie du bâtiment du Québec.

## Parcours personnalisé sur le chapitre Bâtiment du Code de sécurité

<http://www.services.rbq.gouv.qc.ca/>

- a) **Le nom du site Web** : Parcours personnalisé sur le chapitre Bâtiment du Code de sécurité.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** :  
Alphinat, David Rancourt et Traduction Langue d'Oc.
- c) **Les coûts de construction du site** : 10 020,53\$ en 2013-2014.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** :
  - **Hébergement** : 120\$ par mois.
  - **Entretien** : Aucuns frais.
  - **Mise à jour** : Aucuns frais. Les mises à jour sont effectuées à l'interne.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte jusqu'à maintenant.
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- i) **La fréquence moyenne de mise à jour** : Ce n'est pas régulier. Selon les changements à la réglementation du chapitre bâtiment du Code de sécurité.
- g) **Le responsable du contenu sur le site** : la Régie du bâtiment du Québec.

## Site Web de la Régie du bâtiment du Québec

[www.rbq.gouv.qc.ca](http://www.rbq.gouv.qc.ca)

- a) **le nom du site Web** : Site Web de la Régie du bâtiment du Québec.
- b) **le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : la conception a été effectuée en 2011. Donc aucune firme pour la conception en 2015-2016
- c) **les coûts de construction du site** : aucuns coûts de construction en 2015-2016.
- d) **les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** :
  - **hébergement** : Inclus dans l'entente globale avec le CSPQ.
  - **entretien** : Inclus dans l'entente globale avec le CSPQ.
  - **mise à jour** : 5114,91\$ pour 2015-2016.
- e) **les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte en 2015-2016.
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **la fréquence moyenne de mise à jour** : les mises à jour de contenu sont quotidiennes. Les mises à jour technologiques sont effectuées au besoin.
- h) **le responsable du contenu sur le site** : la Régie du bâtiment du Québec.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-28**

Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Voir la réponse à la question 7.



*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-29**

Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Sans objet pour la RBQ.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-30**

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016:

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 de la RBQ.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-31**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016:

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Sans objet pour la RBQ.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DE L'OPPOSITION**

**RG-32**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-33**

La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-34**

Le détail des crédits périmés et reportés et pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-35**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2015-2016 de la RBQ.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-36**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-37**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme n'a été reçue en 2015-2016 en provenance du gouvernement fédéral.

# Régie du bâtiment du Québec

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-38

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016 :

| Bonis pour rendement exceptionnel accordés | Catégorie d'emplois |                |         |                | Total     |
|--|---------------------|----------------|---------|----------------|-----------|
|  | Cadres              | Fonctionnaires | Avocats | Professionnels |           |
| Nombre d'employés visés                    | -                   | 1              | -       | 10             | 11        |
| Montant total accordé                      | -                   | 1 523 \$       | -       | 21 472 \$      | 22 995 \$ |

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-39**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat. ·

Aucune prime de départ (incluant les montants versés pour bris de contrat) n'a été versée pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 2 mars 2016.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-40**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-41**

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Aucun cadre ou dirigeant n'a reçu de salaire sans qu'une fonction ne lui soit assignée.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-42**

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels?

Pour chaque personne:

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DE L'OPPOSITION**

**RG-43**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Les comités formés par la RBQ qui ont été actifs en 2015-2016 sont énumérés en annexe de la présente fiche, avec leur mandat et les organismes participants.

Annexe à la fiche RG-43

Liste des comités formés par la RBQ et actifs en 2015-2016 (du 1<sup>er</sup> mars 2015 au 31 mars 2016)

| Nom du comité   | Mandat  | Organismes participants  |
|---|---|--|
| Groupe de travail sur les mécanismes de verrouillage de portes  | Identifier les problématiques et préoccupations reliées aux mécanismes de verrouillage de portes  | ACSIQ Associations des chefs en sécurité incendie (ACSIQ), Regroupement Québécois des résidences pour aînés (RQRA), Ministère de la Santé et des services sociaux (MSSS) Centre intégré Santé service sociaux (CISS)   |
| Comité consultatif permanent sur l'accessibilité et la sécurité des bâtiments aux personnes handicapées | Amélioration des mesures d'accessibilité dans les édifices publics.   | RBQ, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) et autres organismes œuvrant dans ce domaine  |
| Comité RBQ/BEIE   | Réviser la réglementation en efficacité énergétique des bâtiments   | Bureau de l'efficacité énergétique et de l'innovation énergétique (BEIE), Ministère de l'Énergie et des ressources naturelles (MERN)   |
| Comité consultatif provincial sur l'électricité   | Consulter les principaux intervenants du domaine de l'électricité pour établir les règles régissant les installations électriques au Québec.  | Hydro-Québec Distribution;<br>Commission de la santé et de la sécurité du Travail (CSST);<br>Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ);<br>Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ);<br>Ordre des technologues professionnels du Québec (OTPQ);<br>CSA International;<br>Association des manufacturiers d'équipements électriques et électroniques du Canada (EEMAC);<br>Électro-Fédération;<br>Association internationale des inspecteurs et inspectrices en électricité (AIIIE);<br>Association des constructeurs-propriétaires en électricité et des électriciens d'entretien du Québec (ACPÉÉEQ);<br>Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC);<br>ITS Services d'essais Intertek AN |
| Comités de travail dans le cadre du projet de règlement sur les installations sous pression             | Projet de règlement sur les installations sous pression qui remplace le Règlement sur les appareils sous pression et permet le passage du domaine des appareils sous pression sous la Loi sur le bâtiment. Ce projet vise, entre autres, l'harmonisation des exigences dans ce domaine avec la réglementation des autres provinces et territoires du Canada, l'adoption et la mise à jour des normes et codes de références ainsi que la responsabilisation des intervenants. | Il s'agit de plusieurs comités regroupant les différents intervenants selon leur secteur d'intervention respectif : divers représentants de la clientèle des ASP (fabricants, réparateurs, installateurs, compagnie d'assurances et d'inspection), corporation (Corporation des entreprises de traitement de l'air et du froid, Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ) et organismes gouvernementaux (Emploi Québec).   |



| Nom du comité  | Mandat   | Organismes participants   |
|--|--|---|
| Partenariat SIM/RBQ – CBCS<br><br>Comité directeur statutaire  | Établir des plans d'action conjoints en lien avec certains enjeux,<br><br>Établir et mettre en place une stratégie de partenariat visant l'adoption du CBCS par la Ville de Montréal.<br><br>Établir et effectuer le suivi des mandats des sous-comités<br><br>Assurer une saine et efficiente cohabitation en code de sécurités | RBQ, Service de sécurité incendie de Montréal (SIM)   |
| Partenariat SIM/RBQ – CBCS<br><br>Sous-comité plaintes, signalements et situations particulières   | Assurer une prise en charge efficace des plaintes provenant du SIM ou de la RBQ en partageant nos modes de fonctionnement et expériences de dossiers particuliers.<br><br>Identifier et présenter au comité directeur des problématiques et propositions de solutions.   | RBQ, SIM  |
| Partenariat SIM/RBQ – CBCS<br><br>Sous-comité Grands chantiers   | Traiter de dossiers particuliers au niveau des opérations SIM et RBQ<br><br>Identifier et présenter au comité directeur des problématiques et des propositions de solutions.<br><br>Mettre en place des pratiques d'intervention (conjointes ou non) sur les grands chantiers.   | RBQ, SIM  |
| Comités de travail dans le cadre de la révision du Règlement sur la qualification professionnelle des entrepreneurs et des constructeurs-propriétaires | Valider les questions d'examen rédigées pour de nouvelles sous-catégories d'entrepreneurs  | Groupes ciblés d'entrepreneurs spécialisés<br><br>Les participants recevaient un montant de 375\$ pour une participation équivalant à 1,5 jour. |

Aucun honoraire n'a été versé aux membres de ces comités

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-44**

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Question non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-45**

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-46**

Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-47**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-48**

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-49**

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-50**

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse sera transmise par le Conseil exécutif.



*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-51**

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-52**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-53**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-54**

Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-55**

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant:

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Aucun contrat visé par l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics n'a été octroyé par la RBQ en 2015-2016.

# Régie du bâtiment du Québec

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-56

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012- 2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017:

- la dépense totale (opération et capital);
- les grands dossiers en cours;
- le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

a) Sommairement, la dépense totale du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016 se détaille comme suit :

| Objets de coûts   | Type           | Montant                    |
|---|----------------|----------------------------|
| Acquisitions matérielles et logicielles et services informatiques   | Fonctionnement | 115 694 \$                 |
| Acquisitions matérielles et logicielles   | Capitalisable  | 59 442 \$                  |
|   |                |                            |
| CSPQ – Infrastructure, entretien et exploitation  | Fonctionnement | 3 056 167 \$               |
| CSPQ - Télécommunication  | Fonctionnement | 405 444 \$                 |
| MTESS – Entretien, exploitation et améliorations  | Fonctionnement | 1 549 945 \$               |
| MERN – Hébergement et entretien de système  | Fonctionnement | 126 599 \$                 |
|   |                |                            |
| Réalisation des projets (Coûts internes et externes)<br>• Projets – coûts internes (CSPQ/MTESS) 2 652 691 \$<br>• Projets – coûts externes 336 082 \$ | Capitalisable  | 2 988 773 \$               |
|   |                |                            |
| <b>Total des dépenses de fonctionnement</b>   | -              | <b>5 253 849 \$</b>        |
| <b>Total des dépenses capitalisables</b>  | -              | <b>3 048 216 \$</b>        |
|   |                |                            |
| <b>GRAND TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES</b>  | -              | <b><u>8 302 065 \$</u></b> |

\* La liste des projets capitalisables est décrite dans la fiche RG-12.

- Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet-  
<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/> )
- Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. [www.seao.ca](http://www.seao.ca).

## *Régie du bâtiment du Québec*

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-57

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015- 2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015- 2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- b) Aucune indemnité de retraite n'est versée par la Régie du bâtiment du Québec. Lors d'un départ à la retraite, la Régie verse uniquement les sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-58**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015- 2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le taux d'absentéisme.

Voir les réponses données aux sous-questions c) et f) de la question 15.



## *Régie du bâtiment du Québec*

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-59

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-60**

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 de la RBQ.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**RG-61**

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel

Question non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

## *Régie du bâtiment du Québec*

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-62

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

a) 31 008,67 \$ pour 2015-2016

b) **Ordres professionnels**

Barreau du Québec

Comptables professionnels agréés (CPA)

Ordre des architectes du Québec (OAQ)

Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ)